

“L'accord Iran-États-Unis peut-il mettre un coup d'arrêt au conflit armé au Moyen-Orient ?”

Émission Pluriel, Radio Orient

Invité : Olivier Cadic, sénateur des Français établis hors de France

Journaliste : François-Xavier de Calonne

Diffusion : 30 juin 2026

François-Xavier de Calonne – Vous êtes bien sur Radio Orient avec vous François-Xavier de Calonne. Invité de *Pluriel* : Olivier Cadic, sénateur des Français établis hors de France, vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, président du groupe d'amitié interparlementaire France–Pays du Golfe. Olivier Cadic, bonjour.

Olivier Cadic – Bonjour.

François-Xavier de Calonne – Le protocole d'accord signé le 17 juin dernier entre Washington et Téhéran ouvre, bien entendu, une perspective de désescalade après quatre mois de guerre. Un texte signé à distance par les chefs d'État américain et iranien. Quelles sont les conditions pour que cette perspective devienne une réalité ? Ce n'est pas encore le cas, bien entendu.

Olivier Cadic – Je pense qu'aujourd'hui, nous assistons à une prise de conscience, tant du côté américain que du côté iranien, que le conflit armé n'est pas une solution pour régler les différends.

Ce qui a été signé ressemble un peu à ce que l'on appelle un *term sheet* dans le monde de l'entreprise. Lors d'une levée de fonds, on commence par signer un document qui fixe les grands principes de l'accord, puis les parties négocient ensuite les modalités de sa mise en œuvre.

Nous sommes dans une situation comparable. Certains points d'accord ont été arrêtés, mais les questions essentielles demeurent. La première concerne le programme nucléaire iranien et la menace existentielle que l'Iran fait peser sur Israël.

L'autre sujet majeur est la question palestinienne. Beaucoup considèrent qu'il sera difficile de sortir durablement de cette crise tant qu'une solution à deux États n'aura pas été trouvée, même si cet objectif apparaît aujourd'hui particulièrement complexe à atteindre.

C'est pourquoi il reste un long chemin à parcourir entre cet accord de principe et le règlement des problèmes de fond. Il a fallu des décennies pour parvenir à cette étape, sans que les causes profondes du conflit aient été résolues. En revanche, cette démarche présente un mérite essentiel : elle permet de faire taire les armes et de redonner toute sa place au dialogue.

François-Xavier de Calonne – On comprend, à travers votre propos, monsieur le sénateur Olivier Cadic, qu’il y a des variables qui sont extérieures à cet accord ?

Olivier Cadic – Si nous en sommes arrivés là, c’est parce que l’Iran menace l’existence même d’Israël. Les Israéliens estiment que leur sécurité est directement en jeu et cherchent naturellement à écarter ce qu’ils considèrent comme des menaces existentielles.

Dans le même temps, tous les autres partenaires de la région souhaitent également qu’une solution soit trouvée à la question palestinienne, qui demeure au cœur des tensions. Beaucoup considèrent que nous ne parviendrons pas à une paix durable sans avancer vers une solution à deux États. C’était d’ailleurs l’esprit des accords d’Oslo.

C’est aussi la position que porte la France : permettre à Israël de vivre en paix et en sécurité avec ses voisins, tout en apportant une réponse durable à la question palestinienne.

François-Xavier de Calonne – Paris privilégiait la solution diplomatique. La France a d’ailleurs été moquée. Finalement, c’est cette solution qui voit le jour aujourd’hui.

Olivier Cadic – C’est le langage de la raison qui s’exprime, et je suis toujours fier lorsque la France porte cette parole d’apaisement en rappelant que les conflits ne permettent jamais de régler durablement les différends.

Pour autant, il ne faut pas oublier que certains acteurs avaient clairement choisi l’affrontement. Les proxys iraniens exerçaient une pression constante sur Israël. Ce que l’Iran n’avait sans doute pas anticipé, c’est que le conflit finirait par le toucher directement. Téhéran pensait pouvoir s’abriter derrière ses relais régionaux.

Or il apparaît clairement que ces groupes agissent au service de l’Iran. Le Hezbollah, par exemple, a attaqué Israël sans consulter ni le gouvernement ni le Parlement libanais, entraînant le Liban dans une guerre dont ce sont les Libanais qui supportent aujourd’hui les conséquences.

On retrouve la même logique avec le Hamas, les Houthis au Yémen ou encore certaines milices en Irak. Tous participent à une stratégie visant à déstabiliser Israël. En retour, une réaction militaire intervient. La question qui se pose ensuite est celle de la proportionnalité de cette réponse, et c’est souvent ce qui alimente le débat.

François-Xavier de Calonne – Le Liban est une victime collatérale de cette guerre, vous le soulignez également. La semaine dernière, sur Radio Orient, la ministre déléguée auprès du ministre de l’Europe et des Affaires étrangères, Éléonore Caroit, estimait que la voix du Liban et des Libanais n’était pas suffisamment entendue. Elle tenait ces propos à l’issue d’un déplacement dans le pays. Est-ce également votre perception ?

Olivier Cadic – Je pense qu’au Sénat, nous relayons régulièrement la voix du Liban, celle des Libanais, qu’ils soient chrétiens, chiites ou sunnites, afin de rappeler que le

Liban est un pays dont la richesse réside précisément dans sa diversité. Pendant longtemps, cette diversité a permis au pays de vivre en harmonie.

À partir du moment où des puissances étrangères cherchent à instrumentaliser les divisions internes, tous les ingrédients sont malheureusement réunis pour nourrir les tensions. Mais l'idée du Liban est plus forte que les logiques communautaires. Il existe une véritable volonté de faire nation.

J'ai rencontré de nombreux responsables politiques libanais et je reste confiant dans leur capacité à défendre cette vision d'un Liban souverain. Ils savent faire entendre leur voix. Le véritable problème vient aujourd'hui des puissances étrangères qui utilisent le Liban comme un terrain d'affrontement au service de leurs propres intérêts. C'est cela qui fait le malheur du pays.

Il faut permettre au Liban de fonctionner pleinement par lui-même. Il faut également donner à son armée les moyens de désarmer le Hezbollah afin qu'il n'existe plus qu'une seule force armée garante de la sécurité nationale. Cette nécessité n'est pas encore suffisamment prise en compte par la communauté internationale.

François-Xavier de Calonne – Selon Éléonore Caroit, dans ce conflit entre Israël et l'Iran, les pays du Golfe, comme Oman, les Émirats arabes unis ou encore l'Arabie saoudite, jouent un rôle stabilisateur. Le sultan d'Oman a d'ailleurs été reçu ce lundi par Emmanuel Macron. Je crois qu'il s'agit de la première visite officielle d'un sultan d'Oman à Paris depuis 1989.

Olivier Cadic – En tant que président du groupe d'amitié France–Pays du Golfe, j'ai participé aux Invalides à l'hommage rendu au sultan d'Oman avant d'assister à son discours à l'UNESCO.

Oman apparaît aujourd'hui comme un acteur essentiel de la stabilité régionale, notamment en raison de sa position stratégique à l'entrée du détroit d'Ormuz, qui concentre toutes les attentions.

Une nouvelle difficulté est apparue avec ce conflit : l'Iran évoque désormais la possibilité d'instaurer des droits de passage, sous différentes formes, pour les navires empruntant le détroit d'Ormuz. Ce serait une évolution majeure, qui créerait un précédent susceptible d'être reproduit dans d'autres espaces maritimes. Une telle logique serait contraire au principe fondamental de la liberté de navigation.

La visite du sultan constitue donc une excellente nouvelle. Elle illustre également l'importance du rôle diplomatique de la France. Notre voix, fondée sur le dialogue et la recherche de solutions, finit toujours par être entendue. Oman s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux médiateurs de la région.

François-Xavier de Calonne – Vous êtes un sénateur centriste. L'heure du bilan approche pour Emmanuel Macron. Depuis 2017, que reprenez-vous de son action en matière de politique étrangère, et plus particulièrement au Proche et au Moyen-Orient ? Je pense notamment à la reconnaissance de l'État palestinien.

Olivier Cadic – Depuis 2017, le président de la République a profondément modernisé l'image de la France. Le succès de Choose France en est une illustration. Il a renforcé l'attractivité économique de notre pays, soutenu la réindustrialisation et redonné toute sa place à la formation professionnelle.

Sur ces sujets économiques, il m'a été beaucoup plus facile de travailler depuis 2017 que durant la période précédente.

S'agissant du Moyen-Orient, et plus particulièrement des pays du Golfe, je pense qu'il a su gagner la confiance des dirigeants de la région et établir avec eux une relation directe, fondée sur la confiance.

J'étais à Bahreïn et en Arabie saoudite il y a une dizaine de jours et j'ai pu mesurer l'impact très positif de l'action de la France, mais aussi l'excellente image dont bénéficient les Français. Plusieurs interlocuteurs m'ont rappelé que, même au plus fort des crises, les entreprises françaises étaient restées présentes et que nos compatriotes n'avaient pas quitté le terrain.

Le président de la République a ainsi contribué à bâtir une image de fiabilité et de prévisibilité de la France : notre pays est présent lorsque ses partenaires ont besoin de lui. À mes yeux, c'est un héritage important. Cette constance est devenue une véritable marque de fabrique.

En tant qu'entrepreneur, cette approche me parle particulièrement. La confiance de ses clients et de ses partenaires est souvent plus précieuse que le chiffre d'affaires lui-même, car c'est elle qui permet de construire des relations durables. C'est aussi cette philosophie que j'essaie de mettre en œuvre dans mes relations avec les partenaires du Golfe en tant que président du groupe d'amitié.

François-Xavier de Calonne – Vous allez tout faire, en 2027, pour éviter un duel entre le RN et LFI. Plusieurs candidats se sont déjà déclarés au sein du bloc central, notamment Édouard Philippe et Gabriel Attal. Vers lequel va votre préférence ?

Olivier Cadic – Ma préférence ira à celui ou celle qui saura susciter l'enthousiasme. Nous n'y parviendrons pas si notre seule ambition consiste à proposer une alternative aux extrêmes.

Il faut recréer un élan, renouer avec les Français, reconnaître ce qui fonctionne, assumer ce qui fonctionne moins et proposer des solutions nouvelles. Ce n'est pas en opposant les Français les uns aux autres que nous renforcerons notre pays.

Personne ne détient seul la vérité. C'est aussi pour cette raison que je me tiens à distance des extrêmes.

Notre responsabilité est de reconstruire un projet collectif. La véritable question n'est pas de savoir s'il s'agira d'Édouard Philippe ou de Gabriel Attal. Elle est de savoir quel

projet nous voulons proposer aux Français afin de retrouver l'enthousiasme qui avait accompagné l'élection d'Emmanuel Macron en 2017.

Nous devons retrouver cette capacité à convaincre que notre pays peut encore progresser. Certaines réformes ont porté leurs fruits, d'autres ont rencontré davantage de difficultés. Il faut en tirer les enseignements et présenter un projet capable de redonner confiance aux Français en leur montrant que l'avenir peut être meilleur.

François-Xavier de Calonne – Encore faut-il un homme ou une femme pour porter ce projet. Une primaire pourrait-elle constituer une solution ?

Olivier Cadic – Je pense que le candidat doit s'imposer naturellement. En 2017, François Fillon était issu d'une primaire, tout comme le candidat du Parti socialiste. Pourtant, c'est Emmanuel Macron qui s'est imposé comme celui qui incarnait le mieux une nouvelle impulsion pour la France.

Il l'a fait, avec des réussites et des limites, mais il a incontestablement donné cette impulsion.

Aujourd'hui, nous avons besoin du même élan. Nous avons besoin d'une personnalité capable de recréer cette dynamique. J'ai confiance dans la capacité de la vie politique à faire émerger naturellement celle ou celui qui saura l'incarner.